

SATANÉES CARICATURES

L'IDÉOLOGISATION MÉDIATIQUE D'UN *INIMICUS* RÉCALCITRANT

PAR

GÉRALD ARBOIT (*)

ET

PHILIPPE BLANCHARD (**)

Depuis février 2006, le monde occidental a connu une nouvelle étape dans la «guerre contre le terrorisme» entamée aux lendemains du 11 septembre 2001. Alors que les opérations militaires marquent le pas en Iraq et en Afghanistan, ce conflit d'une nouvelle nature, pas encore «guerre froide», mais aucunement conflagration généralisée, entre dans le domaine idéologique. Julien Freund a bien analysé ce processus, distinguant l'«*intention hostile*», qui préside aux guerres, où l'ennemi (*hostis*) est combattu sans haine, du «*sentiment d'hostilité*», plus intériorisé, où l'ennemi est personnellement haï (*inimicus*) (1). Toutefois, dans son rapport avec l'Islam, ce processus s'enracine dans une logique largement antérieure aux attentats contre le World Trade Center et le Pentagone : il prend naissance dans les prodromes du «nouvel ordre international», qui devait naître de la disparition de l'Union soviétique.

Dans la joie de la victoire rapide contre la «*quatrième armée du monde*», au cours de la première guerre du Golfe (1990-1991), Fereydoun Hoveyda avait déjà annoncé que, loin de régler le problème, la libération du Koweït par la coalition occidentale relançait «*le devoir de vengeance [qui] se transmet de génération en génération*». Il montrait un monde arabe tout entier confit dans son rêve collectif de l'âge d'or disparu (*al Andalus*), alors que la défaite de Saddam Hussein marquait la fin de la solution nationaliste (2). La pensée de cet ambassadeur du Shah d'Iran aux Nations Unies, décédé le 3 novembre 2006 (3), avait l'avantage de se placer, contrairement à ce

(*) Chercheur au Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME) de l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France).

(**) Assistant à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne (Suisse).

(1) Julien FREUND, «Les lignes de force de la pensée politique de Carl Schmitt», *Nouvelle Ecole*, n° 44, print. 1987, p. 15.

(2) Fereydoun HOVEYDA, *Que veulent les Arabes?*, First, Paris, 1991.

(3) Cf. *Le Monde*, 12 nov. 2006. Il était associé au cabinet new-yorkais de relations publiques d'Elen Banador.

que lui fait dire son préfacer de mai 2004 (4), dans le domaine des perceptions, notamment celle de l'ambivalence entre honneur et humiliation, qui rythme les sociétés arabes.

La publication de douze caricatures de Mahomet relayée par les principaux médias européens, au début de février 2006, a relancé cette dialectique et ouvert un front inédit de la guerre de l'information, dans lequel l'Europe est en première ligne. Et c'est tout le système médiatique, transformé en champ de bataille, qui est concerné. Comme plus tard à propos des interprétations historiques du discours du pape Benoît XVI à Ratisbonne, le 12 septembre 2006, ou de la tribune du professeur de philosophie Robert Redeker, dans *Le Figaro* sept jours plus tard, c'est toute la réalité du «*choc des civilisations*» qui apparaît... cette fois appliqué au monde occidental. Les caricatures danoises servent de cadre idéologique, puisque les références à Dieu sont évidemment vidées de leur caractère religieux. Elles montrent également combien les médias sont devenus la caisse de résonance de la guerre en cours. La domination informationnelle occidentale est contrebalancée par la concurrence venant du Sud et le modèle occidental est en crise, tant dans sa démesure du «*tout info*» sans prendre le temps de l'analyse, que dans son incapacité politique à affronter la nouvelle donne.

L'AUTRE FACE DU «CHOC DES CIVILISATIONS»

L'irruption de la controverse danoise dans un contexte international tendu par la guerre d'Iraq a entraîné les médias des deux rives de la Méditerranée dans «*le piège de l'hystérie*» (5). Un emballement aussi lourd de sens politique : «*ces caricatures ont pour objectif de tenter de réaliser la fracture entre l'Islam et l'Occident et favoriser l'avènement du choc des cultures*», avait cru bon de déclarer le recteur de la grande mosquée de Paris, Dalil Boubaker...

Une question avant tout danoise

Sans aucune histoire commune avec les pays musulmans, le Danemark méconnaît la religion qu'est l'Islam. 85 % de sa population appartiennent à l'Eglise évangélique luthérienne, religion d'Etat, mais, selon un sondage de 2006, la moitié des membres du Parlement se prononce pour une totale séparation. Une tradition nationale de liberté d'expression et de critique de la religion, mais aussi de tolérance (refus de livrer les Juifs aux Nazis pendant la Seconde Guerre mondiale), rencontre une immigration croissante

(4) Philosophe, économiste, professeur d'histoire des idées et des cultures à l'Université Paris VIII, Guy Millière essaye de justifier la réédition de cet ouvrage en l'inscrivant dans la dialectique du «Grand Moyen-Orient démocratique».

(5) Bruno FRAPPAT, «Le podium des principes», *La Croix*, 11 fév. 2006.

(deux cent mille Musulmans, dont 10 % sont pratiquants et fréquentent les mosquées), de moins en moins bien intégrée. Des lois restrictives ont été votées de manière que le pays apparaît aujourd'hui comme l'un des moins accueillants d'Europe. Dans le même temps, il fait partie de la coalition militaire qui occupe l'Iraq.

Depuis le 11 septembre 2001, l'inquiétude populaire s'est traduite dans le nationalisme du Parti du peuple danois, opposé à l'immigration, devenu la troisième force politique aux législatives de 2001. Cette position s'est trouvée confortée lors des élections de février 2005, quelques mois après l'assassinat du réalisateur Theo Van Gogh par un Musulman néerlandais. Le réalisateur, qui tenait des propos souvent provocateurs, parfois racistes, avait demandé que le scénario de son film *Submission* soit écrit par Ayaan Hirsi Ali, députée d'origine somalienne, membre du Parti conservateur libéral. Des incidents intercommunautaires avaient éclaté dans l'ensemble des pays scandinaves, où nombre d'islamistes ont trouvé refuge. Des «prix de la liberté» sont remis à la députée par diverses associations, notamment par le Parti libéral danois, elle est reçue par le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, chef de file d'une coalition allant des centristes à la droite nationaliste en passant par les libéraux. Les islamistes danois, dont certains seront impliqués dans l'affaire des caricatures, crient à la provocation.

Kare Bluitgen, un auteur de livres pour enfants, recherchait un dessinateur pour son livre pour enfants *Le Coran et la vie du prophète Mahomet*, mais, pour des raisons de sécurité, un seul accepte et, ce, sous réserve d'anonymat. Dans un entretien publié le 17 septembre 2005 par le *Politiken*, deuxième quotidien danois par le tirage, il fait part de son incompréhension et dénonce l'autocensure à propos de l'Islam, alors que les autres religions sont couramment illustrées, caricaturées, critiquées. Le *Jyllands-Posten* organise un concours en vue de mesurer le degré de liberté d'expression au Danemark : «si vous aviez à représenter le prophète, que dessineriez-vous?» Douze caricatures sont publiées le 30 septembre. Premier tirage national (cent cinquante mille pour six millions d'habitants), ce journal, fondé en 1871, appartient à un groupe de presse présent dans plusieurs pays scandinaves. Libéral et conservateur, sans lien avec l'extrême droite, traitant régulièrement de l'Islam au Danemark, il avait déjà évoqué, avant les caricatures, le discours prosélyte et provocateur tenu par les imams depuis certains lieux de culte musulman, notamment la salle de prière d'Aarhus, la deuxième ville du pays. Il critiquait la passivité des autorités devant l'activisme islamiste à l'intérieur des frontières, de la part de Musulmans réfugiés, accueillis par le Danemark. La rancune est partagée : les islamistes danois en veulent au journal pour sa défense acharnée de la laïcité et l'accusent d'être à la solde des Juifs et d'Israël.

Quatre des dessins ne représentent pas le prophète. Parmi les huit autres, les plus controversés sont ceux où Mahomet accueille des kamikazes au

paradis en leur précisant qu'il n'y a plus de vierges et celui le représentant comme un homme au regard dur portant un turban et une bombe à l'intérieur, sur laquelle est inscrit la profession de foi : «*il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète*». Le journal reçoit ses premières menaces de mort le 12 octobre. Une manifestation de protestation est organisée par des imams danois le 14, qui rassemblera trois à quatre mille Musulmans. Un débat conflictuel s'engage entre les islamistes à l'origine de la vague de protestation et des Musulmans modérés cherchant à calmer l'affaire. Les autorités ayant peur d'assister à une nouvelle «*affaire Van Gogh*», la police protège discrètement le siège du journal et ses rédacteurs, mais ne rend pas publiques toutes les menaces. Un comité composé de 27 associations islamistes, présidé par les imams reconnus pour leurs positions intégristes, est créé pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il condamne les caricatures. Ses membres sont partisans d'un «*Islam conquérant*» (6); ils revendiquent depuis plusieurs années des lois pro-islamiques, comme l'aménagement d'horaires unisexes dans les piscines, et font pression sur les filles musulmanes en les incitant à porter le voile.

Dieu supporte-t-il la caricature?

Toute danoise que cette question des caricatures de Mahomet pût être, elle déborde largement sur une tradition bien établie du dessin de presse et, plus généralement, du «*libertinage de l'imagination*», pour reprendre la définition de Diderot (7). En effet, la caricature (du latin *caricare*, «*charger*») n'a pas pour dessein d'enlaidir ou de déformer l'aspect d'une personne, mais plutôt d'en accentuer les caractéristiques. Cette forme d'art connut un âge d'or, en France, sous l'Empire et le Restauration. Plus généralement, partout où se produisaient des changements politiques incessants, la satire des artistes était considérablement attisée. Elle ne cherchait pas nécessairement à faire rire, mais ridiculisait, choquait, provoquait ou encore stigmatisait à souhait une situation ou une personne.

De ce point de vue, les figurations de Mahomet dans la presse danoise n'ont rien à envier aux gravures jansénistes antijésuites ou scatologiques prérévolutionnaire du XVIII^e siècle, aux portraits en lithographie d'Honoré Daumier sous la monarchie de Juillet et le second Empire, ni de la vigueur antiparlementaire de l'«*affaire Dreyfus*», à la croisée des XIX^e et XX^e siècles. Il est vrai que, à ces époques, la caricature accompagnait un processus de spécialisation et d'expansion de la presse d'information. Les nécessités d'ordre public, au travers des lois scélérates de 1894 et de la censure réta-

(6) Nous nous appuyons largement par la suite sur l'ouvrage de Mohamed SIFAOU, *L'Affaire des caricatures. Dessins et manipulations*, Privé, Paris, 2006.

(7) Denis DIDEROT, «*Charge*», in Denis DIDEROT / Jean D'ALEMBERT, *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers par une société de gens de lettres*, t. III, Briasson / David l'aîné / Le Breton / Durand, Paris, [1753], pp. 201-202.

blie, ont conduit à une transformation de la caricature en dessin de presse (8). Cette évolution n'est évidemment pas propre à la France ou à l'Europe. Elle est une norme largement admise dans toutes les aires culturelles, y compris dans le monde arabo-musulman.

Comment expliquer le changement d'attitude, si tant est qu'il y en a eu un? On oublie trop souvent que la valeur du dessin humoristique, surtout lorsqu'il est caustique, est loin d'être universelle, même si celui-ci en a la prétention. La caricature repose sur des stéréotypes signifiants assez lisibles pour une compréhension aisée, ce qui requiert certes astuce, invention et ingéniosité graphiques, mais aussi une connaissance affirmée de la sensibilité de l'opinion à laquelle elle s'adresse. L'instantanéité des moyens de communication de ce début de XXI^e siècle brouille évidemment les limites de sa réception.

Le responsable de l'édition dominicale du *Jyllands-Posten*, Pierre Collignon, chargé d'expliquer la position du quotidien danois aux médias français, indique que l'objectif initial était d'«intégrer les Musulmans danois dans la tradition satirique danoise» (9). Pourtant, il révélait une question sous-jacente autour de leur comportement dans une société occidentale qui annonce la fin de toute censure et autour de la réaction de l'Islam aux représentations critiques engendrées depuis le 11 septembre. Incidemment, cela plaçait ses initiateurs devant les propres contradictions de l'Europe : la liberté d'expression des uns peut-elle aller jusqu'à la diffusion d'images perçues par les autres comme autant de blasphèmes et d'agressions humiliantes?

Les raisons de la colère sont alors moins à chercher dans le champ de la politique que dans celui de la culture (10). Elles paraissent même indissociables «de la position de l'Islam en matière de figuration en général, de la représentation de Dieu et de l'homme et de la gestion des signes du sacré». Elles renvoient à un rapport à l'image, figurée ou figurative, qui n'a rien d'universel, ni d'immuable. La caricature ne s'est ainsi installée comme un art qu'à la faveur de la Renaissance, en Italie puis dans le reste du continent. En France, elle ne prend son essor qu'avec la Révolution de 1789. Et si l'antieléréalisme était un trait commun à la plus grande part de la production européenne du XIX^e siècle, il épargne les figures «des Dieux et des autres personnages sacrés ou religieux»; il s'agit là d'«un fait plus rare et relativement récent» (11). Les images de la destruction des Bouddhas de

(8) Christian DELPORTE, *Les Crayons de la propagande*, Paris, CNRS éditions, 1993; Annie DUPRAT, *Histoire de France par la caricature*, Larousse, Paris, 1999.

(9) Entretien accordé à *C dans l'air*, 6 fév. 2006, France 5.

(10) Denis McQUAIL, *Mass Communication Theory: an Introduction*, Sage Publications, Londres, 1994, pp. 173-175.

(11) François BESPFLUG, *Caricaturer Dieu? Pouvoirs et dangers de l'image*, Bayard, Paris, 2006, pp. 22 et 36.

Bâmiyân, le 1^{er} mars 2001, largement diffusées par les iconoclastes talibans aux médias, portent en elles toutes les contradictions de l'Islam.

«*Le Coran ne contient aucune condamnation des images*», contrairement à une croyance répandue. Seulement, les hadîts, ces actes du Prophète qui constituent l'une des sources fondamentales du droit musulman, fortement influencés par leur contexte pré-islamique et donc par le judaïsme, soupçonnent l'activité artistique de rivaliser avec Dieu (12). D'où une absence quasi générale de toute image figurative dans les textes et les monuments islamiques, au profit d'une abstraction calligraphique célébrant le Verbe. D'où un statut iconique restrictif de Dieu et une iconographie narrative du Prophète, notamment dans le chiisme.

Cette conception négative, presque diabolique, s'est modifiée au contact de la médiatisation occidentale. L'entrée des Talibans dans Kaboul, dans la nuit du 26 septembre 1996, s'est concrétisée par l'interdiction de la photographie, de la télévision et de la vidéo, mais aussi la musique (13). Ces apprentis théologiens radicaux suivaient en cela l'exemple de leur maître à penser de l'islamisme chiite, l'imam Seyyed Rouhollah Mousavi Khomeini. Le 14 février 1989, celui-ci avait délivré une *fatwa* à l'encontre de l'écrivain Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques* (14), relatant un épisode controversé de la vie du Prophète à La Mecque, constatant le peu d'audience de ses thèses. Au-delà du tollé médiatico-politique (15) provoqué par cette condamnation à mort et celle pesant sur ses éditeurs, le quotidien *Libération*, n'hésitant pas à publier les «*meilleures*» (*sic*) pages de l'ouvrage contesté dans un cahier spécial, l'Islam devenait un objet médiatique. Pressés de savoir ce qu'en pensait la «*communauté islamique*», les journalistes de chaque pays européen ne se préoccupèrent pas de savoir si une telle «*communauté*» existe réellement, ni d'en étudier les éventuels contours. Pourtant, derrière les injonctions de l'ayatollah, la question posée aux populations immigrées de culture musulmane était celle de leur «*islamité*». A travers le monde arabo-musulman, ce nouveau regard porte en lui la radicalisation du discours de l'Islam sur les images : toute référence occidentale à un élément touchant de près ou de loin un aspect de la civilisation islamique se voyait qualifiée de blasphème, alors même que cette notion n'avait plus de sens dans les sociétés occidentales sécularisées (16).

(12) *Ibid.*, p. 41; Alain BESANÇON, *L'Image interdite. Une histoire intellectuelle de l'iconoclasme*, Fayard, Paris, 1994, p. 110.

(13) Cf. le reportage de Philippe Balland et Marine Jacquemin, «*L'Afghanistan sous les Talibans*», diffusé sur TF1 le 28 avril 1997.

(14) Salman RUSHDIE, *Les Versets sataniques*, Christian Bourgois, Paris, 1989, ouvrage publié avec «*le soutien du ministère de la Culture et de la Communication de la République française*», qui procéda à une nouvelle édition en novembre 1996, et avec «*l'appui amical*» des principaux éditeurs parisiens.

(15) Pour la France, on se reportera à Thomas DELTOMBE, «*Parti pris des médias français. L'Islam au miroir de la télévision*», *Le Monde diplomatique*, mars 2004, p. 28.

(16) Jean DELUMEAU, «*A propos des caricatures qui ont indigné (suite et fin)*», *Le Point*, 9 fév. 2006.

Quatre ans plus tard, Taslima Nasreen vécut la même intolérance et les mêmes menaces de mort pour avoir raconté dans son livre, *Lajja (La Honte)* (17), les violences subies par une famille hindoue dans ce pays musulman. Puis, en janvier 1994, la maison de couture Chanel se vit reprocher vigoureusement d'avoir décoré ses robes de caractères arabes représentant des versets coraniques. L'Union des organisations islamiques d'Italie exigea l'interdiction de la *Divine Comédie* de Dante dans les écoles et les universités parce que l'œuvre est blasphématoire pour Mahomet, le prophète étant situé dans le septième enfer en tant qu'hérétique... Puis ce furent le meurtre du cinéaste Theo Van Gogh, le 2 novembre 2004, pour son film *La Soumission*, relatant le sort des musulmans d'Europe, et les menaces de mort contre Ayaan Hirsi Ali pour son livre *Insoumise* (18).

Dans le même temps, les médias arabo-musulmans, particulièrement iraniens et égyptiens, se remplissaient de plus en plus d'images figuratives antisionistes, sinon antisémites, voire antichrétiennes. En réponse aux caricatures danoises, le quotidien conservateur iranien *Hamshari* n'hésita pas à lancer un «concours international de dessins sur l'Holocauste» le 8 février 2006 (19) : *«les journaux occidentaux ont imprimé ces dessins animés sacrilèges au prétexte de la liberté d'expression. Aussi voyons s'ils signifient ce qu'ils indiquent et impriment également ces dessins sur l'Holocauste»* (20).

UNE LOGIQUE «HUNTINGTON INVERSÉE»

La théorie du «choc des civilisations», explicitée par Samuel Huntington deux ans après la première guerre du Golfe (21), se présente comme une grille scientifique de lecture du nouvel ordre mondial, mais elle devient aussi une arme de guerre, puisqu'elle offre, dans une logique «schmittienne», de savoir de qui nous devons avoir peur en accréditant l'idée qu'il ne peut y avoir de politique sans désignation d'un ennemi. De 1991 à 2003, les magazines français, toutes tendances confondues, n'ont-ils pas publié des dossiers sur les croisades? La riposte médiatique arabo-musulmane a mis quinze ans à venir.

(17) Taslima NASREEN, *La Honte*, Stock, Paris, 1994.

(18) Ayaan Hirsi ALI, *Insoumise*, Robert Laffont, Paris, 2005.

(19) Les dessinateurs qui participèrent à ce concours ont affirmé, en septembre 2006, ne pas partager l'idéologie antisémite du gouvernement iranien, mais être préoccupés par la situation au Proche-Orient (Liban, Palestine). Cf. la lettre ouverte de David BALDINGER, Marcin BONDAROWICZ, Ben HEINE, Firuz KUTAL *et al.* de septembre 2006, disponible sur le site Internet www.kutal.com/openletter.html.

(20) Farid MORTAZAVI, *The Guardian*, 7 fév. 2006.

(21) Samuel HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon and Schuster, New York, 1996 (trad. fr., *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 1997), est issu d'un article paru dans *Foreign Affairs* (été 1993, pp. 22-49; trad. fr. dans *Commentaire*, n° 66, été 1994, pp. 238-252).

Une manipulation politique...

Créé en réaction à la publication des dessins, le «Comité européen pour la défense du Prophète», ne trouvant pas d'écho directement auprès du journal, ni des autorités, ni de la justice danoises, écrit aux ambassadeurs de pays musulmans installés au Danemark. C'est sans succès que ceux-ci demandent audience auprès du Premier ministre danois, qui rappelle les principes de liberté d'expression et d'indépendance de la presse. Ce sont principalement les représentants des Etats dirigés par des monarques ou des gouvernements islamistes ou ceux qui ont des problèmes internes avec les islamistes (Arabie saoudite, Iran, Pakistan, Algérie, Autorité nationale palestinienne, Libye, Turquie, Indonésie, Bosnie, Egypte), qui instrumentalisent la polémique. Les pressions se poursuivent : menaces d'attentats par les Brigades glorieuses, un groupe islamiste scandinave; attaques par envoi massif de courriels sur le site Internet du journal; désinformation et diffamation par voie de presse; appel au boycott des produits danois; surtout, constitution d'un dossier par les imams danois à l'origine du scandale, comprenant les dessins initialement publiés, augmentés d'autres images sans rapport. Bien qu'un autre journal danois publie d'autres images du même acabit, c'est le *Jyllands-Posten* qui reste la seule cible des imams en colère, signe qu'il s'agit là pour eux de régler un différend déjà constitué avant l'affaire.

Comme le montre l'enquête menée en caméra cachée (22) par le journaliste français Sifaoui, jusqu'à l'épuisement de l'affaire en mars 2006, le groupe d'activistes idéologues ancré au Danemark, mais étroitement inséré dans les réseaux islamistes internationaux, paraît avoir mené une stratégie d'optimisation de l'instrumentalisation de l'émotion des populations et autorités musulmanes, tenant un habile double discours : excitation de la haine auprès des fidèles, unique rempart contre le terrorisme auprès des autorités et de la police. Parallèlement, l'ambassadrice d'Egypte joue un rôle important dans la montée de l'agitation et de la controverse : elle contacte le Secrétaire général de la Ligue arabe, qui contribue à organiser une tournée quasi diplomatique des imams danois auprès des gouvernements du monde arabe. L'effet le plus grand sur les récipiendaires – autorités politiques, chefs religieux, journalistes – sera produit par les images et les commentaires ajoutés au dossier des caricatures réellement publiées, visant à présenter le Danemark comme un pays impie, islamophobe et raciste.

En décembre, le gouvernement danois trouve peu de soutien auprès de ses homologues occidentaux. Il met en garde ses ressortissants. Le 7 décembre, la Ligue islamique mondiale se réunit et convient de réagir. Une deuxième tournée des imams danois les emmène au Liban et en Syrie. Le

(22) Le reportage est diffusé simultanément le 23 mars 2006 par «Envoyé spécial» sur France 2 et par la chaîne danoise TV2.

29 décembre, la Ligue arabe publie un communiqué condamnant le Danemark. Lors de ses vœux de nouvelle année, tout en condamnant toute forme de diabolisation d'un «*groupe de personnes sur la base de leur religion ou de leur origine ethnique*», le Premier ministre danois refuse de s'excuser. Devant le début d'un boycott international, le groupe danois Arla Foods dément, par campagne de communication, toute approbation de la publication des caricatures, s'attirant ainsi les foudres du Danemark; Nestlé l'imitera peu après et des magasins liés au groupe français Carrefour retirent d'eux-mêmes les produits danois. A la fin de janvier, l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Iran et la Libye rappellent leurs ambassadeurs au Danemark et le boycott s'intensifie : le gouvernement danois adopte un profil de plus en plus bas, tandis que les responsables du journal présentent des excuses en bonne et due forme.

La polémique est relancée par les republications successives à l'étranger, notamment en France dans *France-Soir* et *Charlie Hebdo*. Les ambassades danoise et norvégienne à Damas sont prises d'assaut, des manifestations pour la défense de l'Islam ont lieu également au Liban, en Egypte, en Afghanistan, en Iran. Des régimes arabes menacés de sanctions internationales à divers titres (l'«*affaire Hariri*» pour Damas, la bombe pour Téhéran) laissent l'affaire prendre un tour dramatique. Le Conseil français du culte musulman, dont le président, Dalil Boubaker, apparaît comme un maillon essentiel de l'«*Islam de France*» cher au gouvernement, déporte la colère de la rue vers les tribunaux en portant plainte, sans succès, contre *Charlie Hebdo*. Quant aux autorités françaises, elles tiennent une position d'entre-deux, défendant la liberté de parole, mais cherchant à empêcher le magazine satirique de paraître : le voyage à fins en partie commerciales de Jacques Chirac en Arabie saoudite des 4-6 mars explique cette réserve. Les responsables du *Jyllands-Posten* seront finalement contraints de réitérer leurs excuses afin de permettre à l'affaire de se résorber.

... permise par la mise à niveau médiatique musulmane

«*La série d'humiliations adressées à l'Islam*» (23), pour reprendre les propos de l'idéologue d'Al Qaïda, Ayman Al Zawahiri, aux lendemains de la conférence de Benoît XVI à Ratisbonne, a pu prendre corps au sein d'un espace public arabo-musulman reconfiguré par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les multiples cadres de référence identitaire, mêlant différentes versions du panislamisme aux diverses allégeances communautaires et nationalistes, se sont trouvés bouleversés par une nouvelle articulation des espaces national, transnational et mondial. Les recompositions des paysages médiatiques autour des chaînes satellitai-

(23) «Ayman al Zawahiri l'idéologue et numéro deux d'Al Qaïda renouvelle ses menaces», *Le Monde*, 30 sept. 2006. Il parlait aussi du Darfour, appelant au *djihad* contre les «*croisés [...] de l'ONU*».

res, si elles ont diversifié l'offre de contenu, ont accru la compétition régionale sur le marché des images (24).

En mars 1994, le BBC World Service a lancé Orbit, sa version arabe sur le réseau saoudien basé à Rome. La presse arabe a voué d'emblée à l'échec cette association saoudo-britannique, devenue la «*chaîne aux pétrodollars de la BBC*». L'alliance s'est délitée au bout de dix-huit mois, butant sur des «*différences culturelles*», c'est-à-dire essentiellement d'indépendance éditoriale. Toutefois, l'idée d'une chaîne satellitaire panarabe d'information a survécu à la disparition du service arabe de la BBC (25). Naturellement, comme ailleurs dans le monde, le succès de la chaîne d'Atlanta CNN dans la couverture de la première guerre du Golfe, avait aiguisé immédiatement les ambitions.

La saoudienne MBC, née en 1991 à Londres, est devenue la première pourvoyeuse d'information du monde arabe. Seize ans plus tard, plus de cent vingt-quatre chaînes satellitaires arabes se sont imposées dans le paysage médiatique arabophone, depuis Al Jazira et ses sœurs, Al Arabiyya et Abu Dhabi TV, jusqu'aux iraniennes Sahar et Al Alem, en passant par l'américaine Al Horra et Al Manar, la chaîne du Hezbollah. Quelle que soit leur activité (information, sport, musique, généraliste), ces chaînes émettent en fonction des standards occidentaux, la plupart du temps depuis Beyrouth, Dubaï ou Rome. Et comme leurs consœurs occidentales, elles sont soumises aux aléas du marché, condamnant les moins rentables à disparaître, comme ANN (2000) ou MTV (2002), ou à se redéployer, comme MBC, repliée à Dubaï (2000) et fusionnant avec la libanaise Future TV (2002). Ces deux dernières, comme l'autre libanaise LBC Sat, dominent le marché régional (26). Ces chaînes sont accessibles mondialement par les satellites Nilesat, Arabsat 3A, Astra1, Hotbird et Eutelsat. Parmi elles, seules les trois «sœurs d'Arabie» ont acquis, depuis le 11 septembre, une notoriété mondiale, c'est-à-dire leur assurant une capacité de médiation entre le Sud et le Nord.

En raison du fort taux d'analphabétisme dans les pays arabes, la presse écrite ne parvient pas vraiment à atteindre la même audience. Les tirages des journaux restent faibles, leur crédibilité toute relative, tant l'information qu'ils diffusent reste largement influencée par les gouvernement nationaux. Enfin, dernier élément en défaveur de la presse, elle reste payante, alors que la majeure partie des chaînes satellitaires, à commencer par Al Jazira, est d'accès gratuit, hormis le coût d'acquisition de l'antenne parabolique, qui est devenue si courante que les Bédouins les plus miséreux la

(24) Cf. Naomi SAKR, *Satellite Realms. Transnational Television, Globalization and the Middle East*, I. B. Tauris, Londres, 2001.

(25) Hugh MILES, *Al-Jazira. La chaîne qui défie l'Occident*, Buchet/Chastel, Paris, 2006, pp. 40-44. Cf. aussi Olfa LAMLOUM, *Al Jazira. Miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, La Découverte, Paris, 2005.

(26) Gaëlle LE POTTIER, «Le monde de la télévision satellitaire au Moyen-Orient et le rôle des Libanais dans son développement», in Franck MERMIER (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2003, p. 44.

reçoivent en guise de cadeau de mariage, à la place des traditionnels bijoux. La télévision est aussi préférée à Internet, même si sa fréquentation pan-arabe est passée de 1,1 % de la population en 2000 à 8,5 % en 2005 (27). Là, se sont les frais d'utilisation qui sont les plus prohibitifs, avec la lenteur du développement des infrastructures. Le Liban, qui avait été un des premiers pays à introduire Internet dans la région, accuse ainsi un grand retard sur ce plan. Les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Qatar disposent des meilleures infrastructures.

Ces dispositifs informationnels participent à la formation d'un espace public arabe, voire arabo-musulman, de réception, non seulement par l'étendue de leur diffusion, mais aussi par leur homogénéisation de nouveaux modes de communication. Ils bouleversent les modèles surannés d'information étatique, mâtinés de propagande, pour imposer une liberté de ton jusque-là inconnue. C'est ainsi qu'Al Jazira a pu apparaître comme un flot de démocratisation en donnant la parole, non sans risques, aux représentants des mouvements d'opposition à certains régimes arabes ou, selon les époques, aux «bêtes noires» des Occidentaux, comme Cheikh Ahmad Yassine, Aslan Maskhadov, Muammar al Kadhafi, Saddam Hussein, les Talibans ou Oussama Ben Laden (28). La diffusion d'événements médiatiques mondiaux, c'est-à-dire le plus souvent occidentaux, en raison du fonctionnement des agences de presse internationales, conduit les chaînes d'information satellitaires arabes à participer, comme les médias occidentaux, à la construction imaginaire de la réalité. Cela consiste à formater l'information brute non en fonction de l'analyse de ce qui est perçue comme l'actualité du jour, mais des «attentes» supposées du public (29).

Ces développements concourent à une guerre cognitive généralisée, où il s'agit tant de développer des technologies-clefs que de créer une dépendance du reste du monde à son avantage. Dans ce domaine, les Etats-Unis mènent la danse, parfois même ouvertement, poussant leurs concurrents à un inévitable effet de rattrapage. Cependant, les protagonistes de ces conflits ont évolué autant que leurs enjeux : outre les Etats et les entreprises, les organisations non gouvernementales, les organisations internationales, voire les opinions publiques en sont des acteurs à part entière. Le 15 septembre 2006, Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, interpellait la journaliste d'Al Jazira qui l'interviewait sur les propos de Benoît XVI ; il désirait savoir qui avait informé les médias arabes de cette «*petite phrase d'une conférence théologique complexe*» : des agences de presse occidentales et les télévisions arabes s'en étaient immédiatement emparé, alors que les

(27) Zeinab GHOSN, «Les sites Internet gouvernementaux au Moyen-Orient», in Franck MERMIER (dir.), *op. cit.*, p. 233; Melissa HANCOCK, «Arab Internet use up by nine million», *Arabian Business*, 24 sept. 2006.

(28) Cf. Mohammed EL-NAWAWY / Adel ISKANDAR, *Al Jazeera : How the Free Arab News Network Scooped the World and Changed the Middle East*, Westview, Cambridge (MA), 2002.

(29) Laurent GERVEREAU, *Inventer l'actualité. La construction imaginaire du monde par les médias internationaux*, La Découverte, Paris, 2004, p. 103.

médias occidentaux, qui avaient pourtant suivi de bout en bout la visite du Saint-Père en Allemagne, n'en avait rien dit – ils ne couvrirent cette question, que leurs journalistes avaient jugée « sans intérêt », puisque théologique, qu'après les débordements de violence dans le monde arabe (30)...

LE REFLET DE LA CRISE DU MODÈLE OCCIDENTAL

L'affaire des caricatures est avant tout une question de communication. Elle met ainsi en relation des logiques d'acteurs qui profitent d'une fenêtre pour se manifester. La presse écrite et audiovisuelle n'en est que la médiatrice consciente, qui tente d'en scénariser les événements, au risque de perdre de vue l'essentiel et d'en déformer la perception.

La confusion des genres

La liberté d'expression, voire le « droit au blasphème », n'étaient pas uniquement les thèmes abordés par les médias occidentaux. Depuis 1989, depuis les premiers voiles de banlieues et la condamnation de Salman Rushdie à l'exil intérieur, émerge une vision dangereusement essentialiste qui fait de l'Islam une religion en soi rétrograde, brutale et étrangère. Simple commodité de langage à l'époque, la « communauté musulmane » a depuis pris toutes les apparences d'une réalité sociale solide. Elle se matérialise à la télévision sous des traits, ethniques plus que religieux, d'une quasi-nation dans la nation, « déchirée » entre « deux mondes : d'un côté celui des Occidentaux, le nôtre, et, de l'autre côté, celui de l'Islam, un milliard d'hommes menés par une religion stricte ». D'une actualité criante, ce commentaire vient pourtant de loin : du journal de Christine Ockrent, sur Antenne 2, le 23 février 1989 (31). Pourtant, il revient à chaque affaire impliquant l'« Islam », dont le lecteur/auditeur/spectateur finit par oublier qu'il s'agit d'une religion, pour ne plus y voir qu'idéologie.

En 1989, au moment même où le « péril vert » semble en passe de supplanter l'ennemi soviétique, les journalistes plaquent sur une « immigration musulmane » originaire d'Afrique du Nord une grille de lecture inspirée par les images de l'Iran khomeyniste. Moins de vingt ans plus tard, ce « nouveau communisme » est rhabillé des couleurs d'Al Qaïda. La moindre émeute sociale dans les banlieues françaises, comme à l'automne 2005, devient une préoccupation planétaire, au point que le directeur des Renseignements généraux est obligé, le 5 novembre, de préciser, dans un entretien au *New York Times*, qu'un facteur islamiste n'en est pas le soubassement. La cou-

(30) *Le Figaro* du 13 septembre 2006 avait relaté les propos du Pape dès le lendemain de sa conférence à l'Université de Ratisbonne, faisant part des premières réactions arabes. France 2 y avait consacré un sujet dans son journal de 20 heures, alors que la polémique enflait. Quant à TFI et France 3, ils n'en parlèrent pas avant le 15 septembre et les premières manifestations et effigies brûlées de Benoît XVI.

(31) Cité par Thomas DELTOMBE, *op. cit.*

verture médiatique internationale a été d'une telle vigueur que le Président français, Jacques Chirac, cria à la démesure, tandis que son Premier ministre, Dominique de Villepin, récusait sur CNN, le 29 novembre, tout parallèle avec les émeutes de Los Angeles de 1992, au motif qu'aucune mort n'était intervenue pendant les événements. Toutefois, pour Alex Duval Smith, dans *The Observer* du 5 novembre, il était clair que, «*plus largement, de Grande-Bretagne à l'Italie, les émeutes ont soulevé des questions pressantes au sujet de multiculturalisme et de l'échec des modèles successifs d'intégration depuis trente ans*».

Derrière la question de l'intégration, agissant dans les médias comme une «*peur interne*», pointe inévitablement la «*peur externe*», fondée sur les menaces terroristes islamiques entretenues par les communications gouvernementales. Se développent ainsi depuis 2002 une islamophobie, pendant médiatique de «*la nouvelle judéophobie*» évoquée par Pierre-André Taguieff, qui renvoie à un complexe analytique fluide à quatre dimensions : ontologique (l'Islam est ontologiquement anti-occidental, puisqu'il est ontologiquement antisémite), géopolitique (arrière-plan systématique de la «*guerre contre le terrorisme*»), psychosociologique (les jeunes Musulmans d'Europe sont immédiatement suspectés de terrorisme) et communautariste (les Musulmans d'Europe s'enfermeraient dans un statut de «*dhimmitude*») (32). Ces dimensions représentent un modèle-type, que les discours des différents acteurs, dont les médias, utilisent par hybridation. Elles participent à une politisation de l'espace public, permise par l'ouverture de «*fenêtres politiques*», où voiles ou caricatures sont autant de mythes fonctionnant par analogie avec un contexte extérieur, même s'ils ne sont pas perçus de la même manière selon les micro-publics ou les aires culturelles qui les reçoivent (33). Elles occultent notamment la position du fait religieux dans les sociétés européennes.

Finalement, «*la seule forme de liberté que la grande bataille pour la liberté de la presse a permis de conquérir est [...], contrairement à ce que l'on prétend, bien différente de la liberté de l'esprit, avec laquelle elle n'a plus guère de rapport, et se réduit en fait essentiellement à celle du marché, avec toutes les possibilités d'exploitation cynique de la crédulité de l'acheteur, de manipulation, de fraude, d'escroquerie et de tromperie sur la marchandise qui en résultent*» (34).

La crainte d'une rupture entre Occident et Orient

Les glissements sémantiques qui fondent les discours médiatiques autour des questions touchant à l'Islam en particulier et aux religions ou au reli-

(32) Cf. Vincent GEISSER, *La Nouvelle Islamophobie*, La Découverte, Paris, 2003.

(33) Cf. Bernard LAHIRE, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, Paris, 2003.

(34) Jacques BOUVERESSE, *Schmuck ou le Triomphe du journalisme*, Seuil, Paris, 2001, p. 33.

gieux en général marquent en fait les limites de la transnationalisation des espaces publics. Par leur dimension symbolique, ils montrent combien les opinions nationales sont pénétrées d'influences mouvantes, venant de l'intérieur comme de l'extérieur des communautés qui les fondent. Le conflit est facilité par le caractère multiculturel de la société européenne, qui inclut une population musulmane relativement importante. Appartenant à deux espaces publics, l'un réel – celui de la société dans laquelle elle évolue –, l'autre rêvé – celui de sa communauté originelle –, cette dernière utilise, consomme et diffuse l'information sponsorisée entre l'Europe et leurs pays d'origine. La manipulation a été permise par les voyages de responsables musulmans danois dans divers pays arabes, disséminant soigneusement l'information auprès de différents relais afin qu'elle produise de la conscience. Toutefois, la transnationalisation générée par la crise des caricatures de Mahomet a constitué un apprentissage pour la société européenne, à commencer par les sociétés danoise et française, qui a comme conséquence un plus grand niveau de conscience globale.

Dans le même temps, cette sphère publique transnationale se heurte à la porosité du public. Ces deux concepts ne sont pas mutuellement exclusifs, mais en fait étroitement reliés. La porosité des sphères publiques nationales facilite l'apparition d'une sphère publique transnationale, définie comme un phénomène provisoire, caractérisée par une discussion mondiale de la même question en même temps. Cette discussion se rapporte aux mêmes rapports, actions et symboles, mais elle a lieu toujours principalement dans les sphères publiques nationales. C'est le cas des rapports au religieux/aux valeurs/à l'interculturel, mais également des guerres, des questions d'environnement...

D'un point de vue plus conceptuel, la porosité peut indiquer une mobilisation plus transnationale, mais pas nécessairement plus de succès. On touche ici une limite de la société civile. De plus, la porosité est inégalement distribuée à l'échelle globale, en partie en raison de la persistance de diverses «distances» culturelles. La crise engendrée par les caricatures a permis d'en percevoir la réalité. Au point que la position politique a été à rebours des exaltations médiatiques, angoissée par la profondeur de l'incompréhension et du ressentiment du monde arabo-musulman à l'égard de l'Occident et, notamment, de l'Europe. Craignant que ce phénomène ressurgisse à tout moment, un dialogue interculturel est devenu indispensable pour répondre aux interrogations identitaires au Nord comme au Sud. Un atelier culturel euro-Méditerranée, en gestation depuis la dernière réunion du groupe impliqué dans le Processus de Barcelone, en novembre 2005, s'est réuni à Paris en septembre 2006; deux autres réunions doivent suivre. A Strasbourg, le Conseil de l'Europe a réuni un groupe d'experts pour mettre sur pied son prochain programme d'enseignement de l'histoire, autour de «l'image du

monde musulman dans l'apprentissage de l'histoire en Europe». A chaque fois, la responsabilité des médias a été pointée...

Cette humiliation et ce besoin de laver l'honneur, au besoin dans le sang, se retrouvent dans les discours des mouvements fondamentalistes islamiques, qui n'ont cessé de se renforcer dans l'entre-deux-guerres du Golfe. Ils sont diffusés par vidéo, audio et texte sur Internet, repris dans les médias de masse et amplifiés par le système médiatique international. Depuis la crise des caricatures, le traitement médiatique des questions liées à l'Islam, quand bien même elles ne concernent pas la religion, doit le prendre en compte. Faute de quoi, la démocratie en souffrirait...

* *
*

A travers la controverse sur les caricatures, une sphère publique transnationale s'est-elle mise en place? Un débat commun a eu lieu, à partir des mêmes événements, avec la conscience de références réciproques, simultanément dans de nombreux espaces publics nationaux, au même titre que les réactions à la guerre en Iraq au début de 2003. Selon les mots de Thomas Olesen (35), la population danoise et son gouvernement, peu habitués à un tel retentissement, ont pris conscience de manière irréversible qu'ils ne sont pas seuls. Néanmoins, le débat est resté porté par des médias nationaux, en relation avec des constantes idéologiques et thématiques nationales. Une dialectique s'est développée entre un espace public national encore relativement fermé et un espace public transnational en voie de formation, sous l'impulsion d'un groupe d'islamistes danois actifs, avec l'appui d'une partie de la population arabo-musulmane locale, d'autres minorités arabo-musulmanes européennes, des opinions publiques du monde arabe et le relais de gouvernements arabes et musulmans et d'organisations internationales en émanant, saisissant là l'opportunité de résister à l'impérialisme culturel et politique occidental.

Le développement rapide de médias sans frontières – «macro-médias» (télévision, bouquets satellitaires, journaux) et «micro-médias» (mobile, texto, blog, télécopie, listes de diffusion et de discussion) (36) – facilite la remise en cause d'équilibres médiatico-politiques jusqu'à présent cantonnés aux sphères nationales. Il implique de repenser les credo de la différence religieuse, de la laïcité, de la liberté d'expression ou de la liberté artistique à un niveau international inédit, comme l'illustrent de manière frappante les mises en garde exprimées par des Musulmans français envers la presse occidentale considérée solidairement au titre de sa dette à leur égard. Le

(35) Thomas OLESEN, «The porous public and the transnational dialectic: the mobilization of the Muhammed cartoons conflict», communication au colloque «Crossing borders: on the road toward transnational social movement analysis», *Wissenschaftszentrum für Sozialforschung*, Berlin, oct. 2006, p. 16.

(36) Selon la distinction de Thomas OLESEN, *op. cit.*

renoncement à publier les dessins par la quasi-totalité des journaux anglais et américains montre la diversité des positions et la relativité de la prétention universaliste de certains médias continentaux. Les médias sont contraints d'assumer la vision simpliste des religions qu'ils ont contribué à propager (37), en l'occurrence la réduction de l'Islam au terrorisme islamiste. Leur vocation à tout dire, appétit voyeur destructeur, Lumières exacerbées dans une critique sans fin – dans les deux sens du terme –, trouve ses limites comme fondement d'une politique démocratique.

(37) Philippe BLANCHARD, «La mort du pape Jean-Paul II dans les médias français, *'Totus tuus'... sed cum mora!*», *Annuaire français de relations internationales*, vol. VII, 2006, pp. 102-177.